

<http://ugtg.org/spip.php?article1056>



# Communiqué de soutien du LKP à Delphine Prudhomme

- Dossier spécial LKP - Expressions -



Date de mise en ligne dimanche 16 août 2009

---

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

---

**Via le rectorat et ses laquais français ou guadeloupéens, l'Etat colonial français poursuit sa campagne de répression à l'encontre des enseignants ayant participé au mouvement de grève du LKP. Ainsi, [après les militants du SPEG](#), c'est depuis peu au tour de Delphine Prud'homme - enseignante et co-secrétaire académique du SNES guadeloupe - de se voir menacée de sanction disciplinaire par son administration.**

Ces « poursuites disciplinaires » à l'encontre d'un professeur exemplaire et d'une militante sont une affaire très grave. C'est de la répression pure et simple envers un membre du LKP qui vise à faire taire les militants non sans leur faire payer leur mobilisation du début d'année.

Le communiqué du LKP :

**Delphine Prudhomme, enseignante, membre du LKP, co-secrétaire académique du SNES-Guadeloupe, est aujourd'hui poursuivie par le rectorat pour son activité militante et pour ses idées.**

Dans un document daté du 22 juin 2009 - qui n'est arrivé que le 2 juillet - **M. Firmin Pierre-Marie, secrétaire général du rectorat**, annonce que notre camarade et amie fait l'objet de poursuites disciplinaires sur la base d'un rapport écrit par son proviseur, **M. François Dechosal**, à l'issue du mouvement de grève générale de janvier-mars 2009.

Ce que **MM. Dechosal et Pierre-Marie** reprochent à Mme Prudhomme ? Certainement pas la qualité de son travail, attestée par son dernier rapport d'inspection (mai 2008) - rapport qui a été « mystérieusement perdu » au rectorat. Ce qu'on lui reproche, par écrit, c'est d'avoir participé à la grève du 16 décembre 2008, d'avoir organisé, le 14 janvier 2009, une assemblée générale des personnels du lycée Jardin d'Essais, d'être proche de l'organisation Combat Ouvrier et de participer à la rédaction du journal Rebelle !

C'est donc bien le « délit » de syndicalisme et d'opinion que les autorités cherchent à réprimer. Pire, tout en exigeant que notre camarade boucle sa défense « dans un délai raisonnable », les mêmes autorités lui interdisent aujourd'hui de consulter son dossier administratif avant le 25 août, date à laquelle, selon M. Pierre-Marie, il contiendra de « nouvelles révélations ». Étrange procédé qui consiste à poursuivre une militante syndicale d'abord, et à monter un dossier contre elle après...

On se croirait revenus 40 ans en arrière, à l'époque où, beaucoup de Guadeloupéens s'en souviennent, le pouvoir colonial chassait sans vergogne du « département » les fonctionnaires jugés trop « remuants ».

La preuve : militante depuis près de quinze ans, Delphine Prudhomme n'a jamais été inquiétée tant qu'elle vivait en France, mais ses déboires ont commencé immédiatement à son arrivée en Guadeloupe, en septembre 2003 ! Les tentatives d'intimidation se sont multipliées à mesure qu'elle s'impliquait dans le mouvement social antillais... comme si on lui reprochait de ne pas rester à sa place « d'expat' blanche ».

Le LKP, le SNES-Guadeloupe, l'Intersyndicale de l'Éducation et le Comité de soutien à Delphine Prudhomme exigent l'arrêt immédiat des poursuites contre notre camarade et appellent la population guadeloupéenne à participer aux actions de soutien qui auront lieu dans les prochaines semaines.

Pour le LKP, pour le SNES-Guadeloupe, pour l'Intersyndicale de l'Éducation,  
**Élie DOMOTA, Alex BISSAINTE, René BEAUCHAMP**

Pour le comité de soutien à Delphine Prudhomme,  
**Max CÉLESTE**

*Post-Scriptum*

*A titre d'illustration de l'engagement sans faille de cette militante aux côtés de tous les travailleurs, L'UGTG publie un texte écrit en 1996 et qui tout en étant d'actualité n'a pas pris une ride.*

## Le racisme - une arme de la classe

Pour " lutter contre l'immigration clandestine ", un policier a assassiné un enfant à la frontière franco-italienne, avec la bénédiction du ministre de la justice Toubon, qui estime que " la police a fait son travail normalement ". En attaquant les droits des immigrés, en multipliant les contrôles au faciès et les expulsions, le gouvernement cherche à développer le racisme.

La classe dominante s'est forgé l'arme du racisme d'abord pour justifier l'esclavagisme à un moment où celui-ci était de plus en plus contesté, puis pour justifier le colonialisme et l'impérialisme. L'idéologie bourgeoise affirmait l'universalité des droits de l'Homme. Puisque le capitalisme privait des peuples entiers de tout droit, il fallait prouver qu'il s'agissait de peuples inférieurs.

Aujourd'hui la science a balayé la théorie des races. Mais la classe dominante continue de développer le racisme. Elle parle de différences culturelles, de valeurs incompatibles... Chirac parlait de " l'odeur " des immigrés, le gouvernement met en avant la difficulté de les intégrer.

### Boucs-émissaires

Le gouvernement prétend que l'expulsion des étrangers en situation irrégulière permettra d'améliorer la situation économique en France. En faisant du contrôle de l'immigration une priorité gouvernementale, Juppé, de même que ses prédécesseurs, montre du doigt les immigrés comme les principaux responsables de la crise. Ce n'est pas la première fois que la classe dirigeante utilise cette stratégie du bouc-émissaire pour occulter son entière responsabilité dans le désastre économique. Dans les années 1930 ce sont les immigrés (Italiens, Polonais) et les juifs qui ont été accusés de mettre le système en faillite. L'exercice de certaines professions leur fut interdit par une loi de 1933. Pour les chômeurs étrangers, c'était le retour forcé dans leur pays d'origine. L'échec du Front Populaire permit à la classe dominante d'accentuer cette politique et d'instaurer le régime de Vichy.

### Division

Avec le développement de la crise depuis le début des années 1970, le contrôle de l'immigration n'a cessé d'être renforcé, et des idées racistes, comme la notion de " seuil de tolérance ", sont réapparues dès 1975.

C'est le racisme qui a permis aux patrons de commencer à porter des coups à la classe ouvrière, en attaquant d'abord les travailleurs les plus faibles. Au début des années quatre-vingts, à un moment où les organisations syndicales étaient fortes, la classe dirigeante a utilisé le racisme pour diviser les travailleurs et faire passer les premières mesures d'austérité : moins qualifiés, connaissant peu leurs droits, les travailleurs immigrés ont été les premiers licenciés. Le discours des patrons a présenté l'attaque des immigrés comme la solution qui permettrait aux autres travailleurs d'échapper à la crise.

### **Mensonge**

La réalité est bien éloignée de ces promesses, car depuis le début de la crise, les attaques contre les immigrés sont toujours allées de pair avec une détérioration de la situation de l'ensemble de la classe ouvrière. Pour ne prendre que deux exemples, les lois Pasqua sont contemporaines de la réforme du système de calcul des retraites, et les expulsions systématiques par charter ont recommencé cet été, en même temps que l'augmentation de la TVA.

Le racisme ne permet pas seulement à la classe dirigeante d'éviter d'être mise en accusation lors de la crise. Par la médiatisation outrancière de la lutte contre l'immigration, il est un moyen de détourner l'attention des travailleurs des attaques dont ils sont tous victimes simultanément. En opposant les travailleurs français et immigrés, il réduit leur capacité à s'unir pour lutter

Loin d'être une fatalité, le racisme est une arme idéologique qui peut être mise en échec par la solidarité de l'ensemble des travailleurs. La lutte contre le racisme est essentielle dans la lutte contre la classe qui nous exploite. Réciproquement, c'est dans cette lutte qui démontre nos intérêts communs que les préjugés racistes commencent à reculer.

**Delphine Prudhomme**